Communiqué de presse

Retraites, emplois, salaires, conditions de travail, budgets : toutes les raisons de faire grève le 5 juin !

Après nous avoir infligé deux ans de plus au travail en imposant la contre-réforme des retraites sans vote de la représentation nationale et contre l'avis de la majorité de la population, le gouvernement saborde l'avenir en accumulant les coupes budgétaires pour l'École, les universités, la recherche, l'éducation populaire, le sport, la formation professionnelle…

C'est un renoncement du gouvernement à œuvrer pour un avenir de progrès pour la jeunesse et pour l'ensemble de la population. Alors que le budget 2025 déjà austéritaire ne permettait pas de se doter d'une politique d'envergure envers la jeunesse, des coups de rabots impactent l'Éducation Nationale (-95 millions) et le ministère de Jeunesse, sport et vie associative (-69 millions). La situation des violences dans l'enseignement catholique met en avant la nécessité d'un plus grand contrôle et, au-delà, la nationalisation de ce secteur, qui est financé majoritairement par de l'argent public, et l'intégration des personnels dans un grand service public d'éducation.

Alors que Macron se rêve en grand défenseur des chercheur·ses états-unien·nes, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche fait une nouvelle fois les frais des attaques du gouvernement avec près de 500 millions d'euros de suppression de crédits, venant s'ajouter aux coupes des années précédentes. De plus, des annonces sur la généralisation des COMP (Contrats d'Objectifs, de Moyens et de Performance) inquiètent sur l'avenir du financement de toutes les universités.

Au-delà de ces ministères, n'oublions pas que la baisse des dotations aux collectivités territoriales a impacté fortement l'ensemble du secteur de l'éducation populaire et des associations sportives, les licenciements s'accumulent depuis quelques semaines. Il y a un vrai danger pour les activités périscolaires et d'éducation populaire pour la jeunesse.

La volonté d'A. de Montchalin de supprimer plus d'un tiers des agences de l'État est inacceptable et démontre que les attaques sont multiples et viennent de tous les côtés. Les inquiétudes sont majeures concernant les petits organismes de recherche (IFREMER), ou encore l'AFPA. Quel avenir pour l'ONISEP, LE CNED et Canopé, alors que leurs budgets sont déjà en baisse ?

Ce ne sont pas les annonces du ministre de la Fonction Publique qui vont résoudre le problème de l'attractivité de nos métiers, au contraire. Gel des salaires, fin du 100% et passage à 90% du remboursement des arrêts maladies, fin de la GIPA… c'est encore la cure d'austérité !

Face à ces choix politiques catastrophiques pour l'avenir, nous pouvons réagir toutes et tous ensemble

en nous mobilisant le 5 juin pour nos retraites, nos emplois et nos salaires

en nous mettant en grève et en rejoignant les manifestations !

Montreuil, le 22 mai 2025

Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture // 01-55-82-76-12 // ferc@cgt.fr